

celui de sir John A. Macdonald. Ce dernier est au pouvoir depuis huit ou neuf ans, et bien que des négociations aient eu lieu entre les héritiers de feu W. B. O'Donoghue et le gouvernement, je comprends que l'on n'est arrivé à aucune conclusion. Mais nous voyons qu'immédiatement avant les élections, le premier ministre a fait avec M. F. O'Donoghue une convention en vertu de laquelle si ce dernier voulait l'aider dans les élections, s'il voulait faire les élections avec lui, il serait mis une somme assez considérable dans les estimations dans le but de régler les réclamations de feu W. B. O'Donoghue. M. F. O'Donoghue a cru à cette déclaration. Il est entré en campagne avec l'honorable monsieur. Il est vrai qu'il ne l'a pas accompagné à Toronto; j'ignore quelles sont les raisons qui l'ont porté à refuser de monter dans le même wagon, mais quand l'honorable monsieur est arrivé à la gare, une note fut envoyée par son secrétaire demandant à M. O'Donoghue de partir le lendemain matin. Il est parti le matin. On lui dit qu'un télégramme a été envoyé par le premier ministre au ministre de l'intérieur lui mandant qu'il avait arrêté un règlement avec les héritiers de feu W. B. O'Donoghue et priant M. F. O'Donoghue d'aller trouver le rédacteur de l'*Irish Canadian* et de l'informer qu'il avait fait un règlement juste et équitable des réclamations et verrait à ce que jus-ice fut rendue dans cette affaire. Il fait les élections avec l'honorable monsieur. Il visite plusieurs comtés où on lui demande d'aller.

A cette époque, le premier ministre avait enfourché le cheval protestant et le promenait triomphant; mais il se servait de l'influence occulte d'autres personnes afin de s'assurer le suffrage catholique irlandais. Il consentait à entrer en négociations et à conclure un arrangement afin de s'assurer la coopération et l'aide de ces gens-là au moyen de belles promesses. M. O'Donoghue entra en campagne avec lui. Il se rendit dans Peterborough-Ouest et y exerça son influence; il alla aussi dans Peterborough-Est et y rendit des services; il visita aussi Victoria-Sud, Algoma, Assiniboia Est et Northumberland-Est et prêta main forte au gouvernement; en agissant ainsi, il croyait qu'il allait obtenir justice pour les héritiers de son frère. Il se fiait aux promesses faites par le premier ministre du Canada; il croyait que le premier ministre remplirait ses engagements et il travailla autant qu'il put le faire pour ce ministre. Quand les élections furent terminées et que le premier ministre fut revenu au pouvoir, il n'eut plus besoin de celui qui l'avait aidé. Les estimations ont été produites, mais elles ne contiennent aucun crédit pour payer ces réclamations que le premier ministre avait admises lorsqu'il était dans l'opposition, réclamations que le ministre du revenu de l'intérieur avait admises lorsqu'il était dans l'opposition; mais après les élections, ils ne mirent rien dans les estimations. Je ne sais pas si les estimations devaient contenir quelque chose; mais la convention était qu'elles devaient contenir quelque chose. Si non, le premier ministre n'aurait jamais dû convenir de mettre une somme dans les estimations, dans le simple but d'obtenir de l'aide.

Nous voyons que cet O'Donoghue a été courtois par d'autres ministres. Nous voyons que le ministre des chemins de fer l'a envoyé chercher; j'ai une note de son secrétaire, exprimant le désir d'avoir une entrevue avec lui. C'était au mois de décembre. Pourquoi? Pour aller dans Ontario afin de défaire le gouvernement Mowat. Nous voyons que d'autres se sont adressés à lui; tous les moyens ont été employés dans le but d'obtenir l'appui de ce M. O'Donoghue qui, je le vois, est un homme très intelligent et très habile. L'honorable député de Simcoe-Nord (M. McCarthy) entreprit d'établir les réclamations de M. B. O'Donoghue et de les faire payer.

M. MITCHELL: Il y en a de différents côtés.

M. LANDERKIN: Oui, il y en avait de différents côtés. Mais il y avait un magnifique mélange d'orange et de vert. On enfourchait le cheval protestant à la lumière du jour et

M. LANDERKIN

l'on employait les moyens secondaires, mais après avoir adopté ce programme audacieux, il n'était pas de très bonne politique de le faire connaître. Dans les lettres que j'ai ici en ma possession, lettres écrites par l'honorable député de Simcoe-Nord (M. McCarthy), il semble admettre que M. O'Donoghue avait des réclamations. Il a mis un avis à l'ordre du jour demandant des documents en l'année 1879. Je ne saurais dire si ces documents ont été produits, mais, en tout cas, il a donné l'avis avant l'élection et il était quelque peu enthousiaste au sujet de ces réclamations. Mais, après les élections, son enthousiasme disparut comme celui du premier ministre et comme celui du ministre du revenu de l'intérieur. Il n'était plus nécessaire de respecter les promesses qu'ils avaient faites, ni les assurances qu'ils avaient données à M. O'Donoghue, car leur but était atteint. Ils trouveront probablement d'autres moyens de se procurer de l'aide dans l'avenir.

J'ai cru de mon devoir d'attirer l'attention de la Chambre sur cette question.

Quelques VOIX: Ecoutez, écoutez!

M. LANDERKIN: Il est, je crois, du devoir de tout membre de cette Chambre de voir à ce que l'on tienne une promesse faite dans le but d'obtenir l'aide ou l'appui de quelqu'un à une élection.

Quelques VOIX: Ecoutez, écoutez!

M. LANDERKIN: Et si l'on a fait une promesse qui n'a pas été convenablement faite, que l'on n'avait aucun droit de faire, elle ne devait pas être faite, et je dis que le premier ministre, après avoir fait une promesse de cette nature, si ces messieurs n'avaient aucune réclamation, n'était pas justifiable d'agir ainsi, ni de faire croire aux héritiers de W. B. O'Donoghue qu'il s'occuperait de leurs réclamations si les élections lui donnait une majorité.

J'ai soumis la question à la Chambre et c'est à la Chambre de dire s'il est dans les intérêts de ce pays que le premier ministre cherche à se maintenir au pouvoir en faisant des promesses qu'il ne remplit pas. Mais s'il est agréable à la Chambre qu'un tel état de choses existe, je me plierai aux circonstances le mieux qu'il me sera possible de le faire.

M. MCCARTHY: L'honorable député voudra-t-il lire la lettre qu'il dit venir de moi? Je ne me rappelle pas avoir échangé de correspondance avec M. O'Donoghue.

M. MACKENZIE: Vous étiez chargé de l'autre manière.

Quelques VOIX: La lettre, la lettre.

M. LANDERKIN: L'honorable député désire peut-être la lettre.

M. MCCARTHY: Oui.

M. LANDERKIN: C'est une très longue lettre et il est peut-être aussi bon que je la remette au sténographe.

Une VOIX: Il ne peut pas la lire.

Quelques VOIX: Lisez, lisez.

M. LANDERKIN:

BARRIE, 26 mars 1879.

M. MCCARTHY: 1879?

Quelques VOIX: Oà! oh! lisez, lisez.

M. LANDERKIN: L'honorable député était alors chargé de l'autre manière.

Quelques VOIX: Lisez, lisez; nous vous en dispensons.

M. CAMERON (Inverness): 1879?

M. LANDERKIN: Oui; le discours du premier ministre que j'ai lu a été prononcé en 1877; il était alors dans l'opposition; et le discours du ministre du revenu de l'intérieur a été fait en 1875. Vous ne vous attendiez pas à voir ces messieurs se rappeler une promesse qu'ils avaient faite depuis si longtemps. Non, naturellement non.